

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 6 au 12 janvier 2026

Sommaire

En bref	2
Actualités macroéconomiques	2
CONJONCTURE	2
FINANCES PUBLIQUES	3
MARCHE DU TRAVAIL	4
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE	4
Actualités financières	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5
MARCHES FINANCIERS	6

En bref

- Sur la semaine, la livre sterling se déprécie par rapport à l'euro et atteint à 1,1532 € (–0,2 %). De même, la livre se déprécie par rapport au dollar américain et atteint 1,3465 \$ (–0,5 %).
- Au 12 janvier, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans diminue à 4,39 % (–6 pdb), comme le *gilt* à 30 ans qui atteint 5,12 % (–13 pdb).
- Au 5 janvier, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans se maintient à 4,51 % (+0 pdb depuis le 15 décembre), comme le *gilt* à 30 ans qui demeure à 5,24 % (+0 pdb).
- Le 9 janvier, l'Écosse et la région Île-de-France ont signé un [Memorandum of Understanding](#) (MoU) couvrant plusieurs domaines de coopération tels que la lutte contre le changement climatique, le commerce, l'innovation, la recherche, la culture et l'inclusivité.
- Le [National Institute for Economic and Social Research](#) examine l'impact économique d'un scénario de choc sur le marché du *gilt* en 2026 et la possible réponse de politique monétaire.
- HSBC a signé une [convention judiciaire d'intérêt public](#) (CJIP) avec le Parquet National Financier français dans laquelle la banque s'engage à s'acquitter d'une amende de 267 M€ pour l'affaire dite *cum cum*. Cette CJIP met un terme aux poursuites mais n'équivaut pas à une reconnaissance de culpabilité.
- [Accenture](#) acquiert la start-up d'intelligence artificielle britannique Faculty dans une transaction à plus de 1 Md\$, faisant de la start-up une [licorne](#) (voir [veille numérique](#) du 5 janvier).
- La fintech britannique [Zilch](#) (active dans les services de paiement et les crédits à la consommation) acquiert Fjord Bank (banque lituanienne) afin de bénéficier de sa licence bancaire européenne et accélérer son expansion en Europe.
- L'[International Regulatory Strategy Group](#) (co-piloté par les associations d'intérêt City of London Corporation et The City UK) a publié un rapport sur l'émergence de normes globales pour encadrer l'intelligence artificielle.
- La fintech britannique [Checkout.com](#) a obtenu une licence bancaire américaine à périmètre limité (*Merchant Acquirer Limited Purpose Bank*) auprès de l'État de Géorgie, lui permettant d'opérer directement comme acquéreur de paiements aux États-Unis.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

En fin d'année 2025, la dynamique des ventes au détail a été duale, avec une bonne performance des distributeurs alimentaires contrairement aux autres commerçants. Les chaînes de supermarchés Tesco et Marks & Spencer ont respectivement [enregistré](#) une hausse des ventes alimentaires de +3,7 % et +5,6 % sur les quinze dernières semaines de l'année, attribuant cette dynamique à une propension des consommateurs à acheter de la nourriture fraîche et de meilleure qualité, et bénéficiant en outre des lourds travaux informatiques du concurrent Asda. En revanche, pour les biens non alimentaires, les commerçants [ont été](#) victimes de la période d'incertitude entourant le *Budget* d'automne, ayant freiné les dépenses des consommateurs et concentré leur panier de biens sur les essentiels. Ainsi, la

dynamique est moins positive pour des enseignes d'électroménager (Argos) ou de la mode (Primark), qui subissent en outre une moindre fréquentation de leurs magasins physiques (en décembre, -2,9 % sur l'année).

En décembre, l'enquête mensuelle effectuée par la Banque d'Angleterre auprès des directeurs financiers d'entreprises britanniques signale un apaisement des pressions inflationnistes et salariales, accompagné d'une dégradation persistante de l'emploi. En décembre, les anticipations de hausse des prix de production des entreprises à horizon d'un an diminuent à +3,6 % (-0,1 pt par rapport à ce que l'enquête rapportait en novembre). Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an restent inchangées, à +3,4 %, comme celles à trois ans (+2,9 %). En outre, les entreprises rapportent une croissance annuelle des salaires en légère baisse à +4,4 % en décembre, et anticipent une hausse de +3,7 % à un an (-0,1 pt), ce qui impliquerait un ralentissement de 0,7 pt sur l'année à venir. L'emploi recule sur l'année (-0,4 % en décembre, après -0,7 % au mois dernier) et les anticipations de l'emploi à un an se dégradent aussi, passant à -0,4 % (-0,2 pt).

Finances publiques

Le gouvernement britannique réduit ses dépenses en consultants tout en cherchant à amoindrir ses effectifs. En 2024-25, les dépenses de conseil dans les dix-sept principaux ministères ont diminué de 14 %, avec l'Intérieur en tête (-54 %). Ces réductions suivent plusieurs années de forte augmentation des dépenses de consultants, liées à la gestion du Brexit puis de la pandémie, signalant ainsi un manque d'investissement dans les compétences, alors que le nombre de fonctionnaires avait continué d'augmenter à un niveau presque historique (550 000 en septembre 2025), en parallèle. Le gouvernement travailliste cherche à diviser par deux les dépenses en consultants d'ici 2028-29 et prévoit de réduire jusqu'à 10 % des effectifs de la fonction publique d'ici 2030.

Selon la presse, le Trésor prévoit un allègement ciblé des *business rates* pour les *pubs*, dans un contexte de hausse générale de cette taxe foncière sur les biens professionnels. La chancelière Rachel Reeves s'apprête à annoncer un soutien spécifique aux *pubs*, incluant un allègement de *business rates* et des ajustements des règles de licences. Cette mesure fait suite au *Budget* de novembre, qui a acté une réduction progressive des remises existantes (qui avaient été mises en place pour faire face à la crise du covid-19) et une revalorisation des bases foncières pour le calcul de cet impôt, impliquant, sur les trois prochaines années, une augmentation des charges pour de nombreux commerces et établissements de services. La mesure de soutien envisagée couvrirait uniquement les *pubs* et pas l'ensemble du secteur de l'hôtellerie-restauration (bien que celui-ci le réclame), et constitue un nouveau revirement après l'annonce d'une mesure en raison de son impopularité.

Reform UK, qui contrôle neuf collectivités depuis les élections locales de 2025, prévoit des hausses de la taxe d'habitation (*council tax*) supérieures à l'inflation, accompagnées de coupes dans les dépenses. Quatre collectivités ont déjà confirmé des augmentations de taxe pouvant atteindre 5 %, tandis que d'autres envisagent de dépasser ce seuil pour équilibrer leurs budgets. Parallèlement, des réductions de services publics sont prévues, incluant la fermeture de centres de déchets et de recyclage, la diminution du salage hivernal et la révision des budgets pour les agents de surveillance scolaire. Des ventes d'actifs culturels et l'introduction de nouveaux tarifs de stationnement sont également envisagées pour générer des revenus supplémentaires. *Reform UK* justifie ces mesures par la situation financière délicate

des collectivités locales et la hausse des coûts des services sociaux. Ces décisions traduisent la tension entre des contraintes budgétaires accrues et la volonté de limiter l'impact des hausses fiscales sur les résidents.

Marché du travail

Selon l'*Institute for Fiscal Studies (IFS)*, la perte d'emploi constitue un choc financier majeur pour les ménages britanniques, que le système d'indemnisation amortit de manière inégale. À partir de données bancaires individuelles sur plus de 10 000 pertes d'emploi entre 2018 et 2023, le rapport observe une forte baisse immédiate des revenus mensuels (−1 200 £ en moyenne), seulement partiellement compensée par les prestations (+600 £ en moyenne), et entraînant une réduction des dépenses de 550 £. Les ajustements de consommation touchent non seulement les dépenses discrétionnaires, mais aussi les biens essentiels, avec des baisses marquées des dépenses alimentaires et des factures. Les difficultés financières deviennent visibles au fil de la période de chômage, notamment via la hausse des loyers et factures impayés. Les indicateurs de recours au crédit signalent également des tensions. Surtout, l'ampleur du choc dépend fortement du taux de remplacement permis par les prestations sociales : les ménages les moins protégés subissent un effondrement encore plus marqué des revenus et des dépenses, épuisent davantage leur épargne et connaissent plus d'incidents de paiement.

La réforme du marché du travail ne devrait coûter qu'1 Md£ par an aux entreprises. En octobre 2024, le gouvernement a présenté sa réforme phare du droit du travail à travers l'[Employment Rights Act](#), censé renforcer la sécurité, l'équité et la qualité de l'emploi en encadrant plus strictement la flexibilité du travail, la négociation salariale, la rémunération des arrêts maladie ou encore les droits familiaux. Selon la dernière [évaluation d'impact](#) par le gouvernement, la réforme ne devrait coûter qu'1 Md£ par an aux employeurs (0,1 % du coût total de l'emploi), en reconnaissant que la première évaluation avait été pessimiste (5 Md£/an) ; les entreprises les plus concernées seraient celles reposant sur des contrats flexibles et les bas salaires. En contrepartie, le projet de loi améliorera sensiblement les conditions de travail de près de 18 M de travailleurs.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni proposera un nouveau [projet de loi](#) afin de permettre l'alignement dynamique sur la législation de l'UE, dans le contexte des négociations en cours entre les deux partenaires commerciaux. L'objectif principal serait de permettre au Royaume-Uni d'aligner son droit sur des normes de l'Union européenne dans un ensemble de domaines, notamment les standards sanitaires et phytosanitaires, les marchés de l'électricité et le système d'échange des quotas d'émission. Des projets d'accords sont en effet en cours de négociation entre les deux parties, couvrant ces trois domaines. Une telle loi permettrait ainsi au Royaume-Uni de transposer automatiquement les nouvelles réglementations adoptées par l'UE dans le droit britannique. Le projet de loi devrait être présenté au Parlement britannique avant l'été 2026. Une loi autorisant le gouvernement à procéder à un alignement sur les normes de l'UE existe déjà sur certains produits spécifiques depuis 2025 ([Product Regulation and Metrology Act 2025](#)).

Les droits de douane imposés par les États-Unis sur les exportations chinoises pourraient conduire à un afflux de produits chinois à bas prix vers le Royaume-Uni, contribuant ainsi à modérer l'inflation britannique à court terme selon des économistes. En effet, le Royaume-Uni apparaît comme une destination alternative privilégiée pour des biens en provenance de Chine comme les voitures, les équipements de télécommunication et les appareils audio. Les chiffres officiels publiés ce mois-ci par la Chine montrent que son excédent commercial a atteint plus de 1 000 Md\$ pour la première fois en novembre, les fabricants ayant augmenté leurs exportations vers les marchés non américains afin de contourner les barrières tarifaires américaines. [Stephen Millard](#), du *National Institute of Economic and Social Research*, estime que cette réorientation des exportations chinoises pourrait mettre une pression à la baisse sur les prix des importations au Royaume-Uni, ce qui allégerait les pressions inflationnistes chez les consommateurs britanniques. La Banque d'Angleterre observe déjà les premiers signes de cette diversion commerciale, tout en soulignant que son impact sur l'inflation devrait rester limité et insuffisant, à lui seul, pour infléchir durablement la dynamique générale des prix.

Actualités financières

Réglementation financière

Le [Financial Times](#) rapporte que les acteurs du secteur financier britannique seraient défavorables à l'inclusion des services financiers dans le « *l'alignement plus étroit* » avec l'Union Européenne souhaité par le Premier Ministre Keir Starmer. Kerstin Mathias, directrice des affaires internationales de UK Finance, mentionne qu'une équivalence (pour conserver l'accès au marché unique) aurait été souhaitable « il y a 10 ans » mais qu'elle n'est plus nécessaire aujourd'hui. D'autres indiquent que le Royaume-Uni risquerait de perdre en flexibilité en s'alignant davantage sur l'UE en matière de services financiers, alors qu'il estime être le marché dominant. Le journal cite néanmoins une source gouvernementale anonyme mentionnant que l'Union Européenne étant le deuxième partenaire d'échanges sur les services financiers du Royaume-Uni, ce dernier allait continuer d'explorer des aires de coopération possibles. Le think-tank [New Financial](#) avait publié, en décembre 2025, un rapport sur les interconnexions entre les marchés financiers de l'UE et du Royaume-Uni, suggérant cinq recommandations pour une relation plus étroite entre les deux juridictions.

Le Comité de régulation des services financiers de la [Chambre des Lords](#) s'inquiète de la « compréhension limitée » du Trésor des risques posés par les marchés privés. Dans un rapport intitulé « Private Markets: unknown unknowns », les Lords analysent les implications de la croissance forte de ce marché depuis la crise financière de 2008. Ils y saluent l'attention portée au sujet par la Banque d'Angleterre, la Prudential Regulation Authority (PRA) et la Financial Conduct Authority (FCA). Mais les [Lords](#) s'inquiètent des risques posés à la stabilité financière britannique, en l'absence d'une compréhension fine des interconnexions avec le secteur bancaire notamment.

La [FCA](#) publie une nouvelle consultation pour définir le cadre de *Value for Money* encadrant les fonds de pension. Pour rappel, ce cadre vise à garantir que les fonds de retraite employeurs à cotisation définie apportent la meilleure valeur aux épargnants. Cette consultation introduit plusieurs évolutions importantes par rapport à la précédente consultation de 2024. La FCA propose désormais un système de notation fondé sur une comparaison globale, alors qu'elle proposait auparavant une notation par rapport à 3 fonds concurrents. Cette notation sera désormais sur 4 échelles (contre 3 précédemment). Une note « ambre » impliquera de présenter des mesures d'amélioration, tandis qu'une notation « rouge » entraînera le transfert de l'épargne

vers un autre fonds, contribuant indirectement à la consolidation du secteur des fonds de pension. Par ailleurs, les informations fournies devront inclure une dimension prospective, notamment les rendements nets attendus à 10 ans, et ne se limiteront plus aux seules données rétrospectives. Le cadre final retenu fera partie de la *Pension Scheme Bill* qui devrait prendre effet cette année.

Marchés financiers

D'après le rapport d'[Innovative Finance](#), le Royaume-Uni est redevenu le deuxième marché attirant le plus d'investissements dans les fintechs derrière les Etats-Unis. Ils ont atteint 25,1 Md sur le marché américain, suivi par 3,6 Md\$ sur le marché britannique. C'est 200 M\$ de plus que le troisième marché, l'Inde, mais avec un financement de 534 *deals* contre 253 en Inde. Dans le monde, Innovative Finance estime que le marché a cru de 21 % sur un an pour atteindre 53 Md\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr